



## Chapitre A-21

### LOI SUR LES ARCHITECTES

#### SECTION I

##### DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et dans les règlements adoptés sous son autorité, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:
- « *Ordre* »;      *a)* « *Ordre* »: l'Ordre des architectes du Québec constitué par la présente loi;
  - « *Bureau* »;      *b)* « *Bureau* »: le Bureau de l'Ordre;
  - « *architecte* »;      *c)* « *architecte* » ou « *membre de l'Ordre* »: quiconque est inscrit au tableau;
  - « *permis* »;      *d)* « *permis* »: un permis délivré conformément au Code des professions et à la présente loi;
  - « *tableau* ».      *e)* « *tableau* »: la liste des membres en règle de l'Ordre dressée conformément au Code des professions et à la présente loi.

1973, c. 59, a. 1; 1974, c. 65, a. 96.

#### SECTION II

##### ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

- Corporation. Noms. **2.** L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession d'architecte au Québec constitue une corporation désignée sous le nom de « Corporation professionnelle des architectes du Québec » ou « Ordre des architectes du Québec ».

1973, c. 59, a. 2; 1977, c. 5, a. 229.

- Code applicable. **3.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions.

1973, c. 59, a. 3.

- Siège social. **4.** Le siège social de l'Ordre est à Montréal ou à tout autre endroit du Québec déterminé par règlement du Bureau.  
1973, c. 59, a. 4.

### SECTION III

#### BUREAU

- Composition du Bureau. **5.** L'Ordre est administré par un Bureau formé d'un président et de treize administrateurs élus conformément au Code des professions et de trois autres administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec, de la manière prévue au Code des professions.  
1973, c. 59, a. 5.

- Registre des étudiants. **6.** En outre des fonctions prévues à l'article 86 du Code des professions, le Bureau organise la tenue d'un registre des étudiants en architecture et détermine les formalités relatives à l'immatriculation dans ce registre.  
1973, c. 59, a. 6.

- Révocation de l'immatriculation. **7.** En outre des devoirs prévus aux articles 87 à 93 du Code des professions, le Bureau doit déterminer par règlement les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en architecture.  
1973, c. 59, a. 7.

- Règlements du Bureau. **8.** En outre des pouvoirs prévus à l'article 94 du Code des professions, le Bureau peut, par règlement:
- a) établir et administrer une caisse de retraite pour les membres de l'Ordre et organiser des régimes d'assurance-groupe pour les architectes;
  - b) établir et administrer au profit des architectes dans le besoin un fonds de secours, dont les avoirs sont placés conformément à l'article 981o du Code civil;
  - c) imposer à tous les membres ou à certaines classes d'entre eux l'obligation de fournir, par contrat d'assurance ou de cautionnement, une garantie contre la responsabilité qu'ils peuvent encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de leur profession ou conclure lui-même un contrat collectif à ces fins.
- 1973, c. 59, a. 8.

- Entrée en vigueur. **9.** Les règlements adoptés par le Bureau en vertu de la présente loi

entrent en vigueur conformément à l'article 95 du Code des professions.

1973, c. 59, a. 9.

## SECTION IV

### PERMIS

Conditions d'obtention d'un permis.

**10.** A droit d'obtenir un permis celui qui en fait la demande et qui:

- a) est détenteur d'un certificat d'immatriculation;
- b) est titulaire d'un diplôme reconnu valide à cette fin par le gouvernement ou jugé équivalent par le Bureau;
- c) a satisfait aux exigences des stages de formation professionnelle;
- d) a réussi les examens requis par l'Ordre;
- e) est citoyen canadien ou se conforme à l'article 44 du Code des professions;
- f) s'est conformé aux conditions et formalités imposées conformément à la présente loi et aux règlements du Bureau.

1973, c. 59, a. 10.

Délivrance de permis.

**11.** Le Bureau peut délivrer un permis, aux conditions qu'il détermine:

- a) à toute personne qui remplit les conditions fixées aux paragraphes *d* à *f* de l'article 10 et qui a complété une cléricature de neuf ans chez un patron reconnu par le Bureau;
- b) à tout membre d'une association d'architectes d'une province canadienne qui remplit les conditions fixées aux paragraphes *b*, *e* et *f* de l'article 10, pourvu qu'il y ait réciprocité dans cette province à l'égard des membres de l'Ordre;
- c) à toute personne qui remplit les conditions fixées aux paragraphes *e* et *f* de l'article 10 et qui, suivant l'opinion du Bureau, possède toutes les qualités requises pour exercer la profession.

Suspension d'application.

Le Bureau peut, en tout temps, suspendre l'application du paragraphe *a*, pourvu qu'il accorde un minimum de dix ans aux personnes qui sont alors en train d'effectuer leur cléricature, afin de leur permettre de compléter celle-ci et de subir les examens requis.

1973, c. 59, a. 11.

Permis temporaire.

**12.** Le Bureau peut délivrer, aux conditions qu'il détermine, un permis temporaire à toute personne engagée comme professeur dans une école d'architecture du Québec reconnue par le gouvernement.

Ce permis est valable pour la durée de l'engagement de cette personne comme professeur.

1973, c. 59, a. 12.

Comité d'admission. **13.** Le Bureau nomme les membres du comité d'admission chargé d'examiner toutes les demandes de permis, de s'assurer que les candidats au permis remplissent toutes les conditions fixées par la présente loi et les règlements du Bureau, de désigner les examinateurs, de surveiller la tenue des examens et de faire au Bureau des recommandations finales.

Examens. Le Bureau fait le choix des matières sur lesquelles se font ces examens qui doivent avoir lieu en mai ou aux jours fixés et annoncés par le Bureau.

1973, c. 59, a. 13.

## SECTION V

### EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

Inscription au tableau. **14.** A droit d'être inscrit au tableau tout détenteur d'un permis qui a acquitté en totalité les cotisations exigibles par l'Ordre et qui n'est pas sous le coup d'une suspension ou d'une radiation.

1973, c. 59, a. 14.

Exercice illégal. **15.** Quiconque, sans être inscrit au tableau:

- a) exerce la profession d'architecte;
- b) prend le titre d'architecte, soit seul, soit avec quelque autre mot;
- c) utilise quelque titre, désignation ou abréviation susceptible de faire croire que l'exercice de la profession lui est permis;
- d) agit comme architecte ou de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à agir comme tel;
- e) authentique par sceau, signature ou initiales un document relatif à l'exercice de la profession d'architecte; ou
- f) sciemment annonce ou désigne comme architecte une personne qui n'est pas membre de l'Ordre,

commet une infraction et est passible, pour chaque infraction, des peines prévues à l'article 188 du Code des professions.

Architecte-paysagiste. Rien au présent article n'empêche une personne qui, le 1<sup>er</sup> février 1974, était architecte-paysagiste et s'intitulait comme tel, de continuer à porter ce titre.

1973, c. 59, a. 15; 1974, c. 65, a. 97.

- Signature des plans et devis. **16.** Tous les plans et devis de travaux d'architecture pour la construction, l'agrandissement, la reconstruction, la rénovation ou la modification d'un édifice, doivent être signés et scellés par un membre de l'Ordre, lorsque le coût total de ces travaux excède cent mille dollars ou lorsqu'il s'agit d'un édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (chapitre S-3).  
1973, c. 59, a. 16.
- Utilisation de plans non conformes. **17.** Toute personne qui utilise, pour les fins de travaux décrits à l'article 16, des plans et devis non conformes à cet article, commet une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas dix mille dollars.  
Toutefois ne devient passible de cette peine l'entrepreneur qui exécute des travaux pour le compte d'autrui, lorsqu'à première vue les plans dont il se sert apparaissent comme ayant été signés et scellés par un membre de l'Ordre, que s'il en continue l'exécution après avoir reçu un avis écrit de l'Ordre que les plans et devis utilisés pour ces travaux ne sont pas conformes à l'article 16.  
1973, c. 59, a. 17.
- Responsabilité de l'entrepreneur après avis. **18.** Tout enquêteur désigné par le Bureau peut pénétrer à toute heure raisonnable dans un chantier de construction, afin de constater si les dispositions de l'article 16 sont respectées.  
Certificat. Cet enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le secrétaire de l'Ordre, attestant sa qualité.  
1973, c. 59, a. 18.
- Poursuites. **19.** 1. Les poursuites pour le recouvrement des amendes imposées en vertu de la présente loi peuvent être intentées par le procureur général ou, sur résolution du Bureau, par l'Ordre. La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.  
Propriété des amendes. 2. Lorsqu'une poursuite est intentée par le procureur général, l'amende perçue est versée au fonds consolidé du revenu; lorsqu'une poursuite est intentée par l'Ordre, l'amende perçue est versée à celui-ci.  
1973, c. 59, a. 19.
- Droits sauvegardés. **20.** Rien aux articles 15 et 16 ne doit être interprété comme affectant de quelque façon les droits conférés par la loi aux membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec.  
1973, c. 59, a. 20.

Valeur probante du  
serment.

**21.** Le serment de l'architecte constitue une preuve du fait que les services qu'il a rendus ont été requis, et de la nature et de la durée de ces services, mais ce serment peut être contredit de la même manière que toute autre preuve.

1973, c. 59, a. 21.

Actions jugées d'urgence.

**22.** Les actions intentées par les architectes en recouvrement des sommes d'argent à eux dues pour services professionnels sont considérées comme matières qui doivent être instruites et jugées d'urgence conformément au Code de procédure civile.

1973, c. 59, a. 22.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 59 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 23 à 29 et 31, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-21 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978





## TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1973**      **LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 59**

**Chapitre A-21**

**LOI DES ARCHITECTES**

**LOI SUR LES ARCHITECTES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 22	1 - 22	
23 - 31		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

